

Cote du document:	EB 2015/LOT/P.29
Date:	29 octobre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de prêt supplémentaire au
Royaume du Cambodge pour le Projet en
faveur du développement agricole et de
l'autonomisation économique (PADEE)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoit Thierry
Chargé de programme de pays
téléphone: +84-914 616 488
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement au Royaume du Cambodge pour le Projet en faveur du développement rural et de l'autonomisation économique, telle qu'elle figure au paragraphe 15, et les modifications à l'accord de financement, telle qu'elles figurent au paragraphe 11.

Proposition de prêt supplémentaire au Royaume du Cambodge pour le Projet en faveur du développement agricole et de l'autonomisation économique (PADEE)

I. Contexte et justification

1. Le Projet en faveur du développement agricole et de l'autonomisation économique (PADEE) a été approuvé par le Conseil d'administration en avril 2012 (EB/105/R.15/Rev.1). L'accord portait sur un prêt de 11,3 millions de DTS et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), également d'un montant de 11,3 millions de DTS (équivalant chacun à approximativement 15,9 millions d'USD à la date de juin 2015). Les taux de décaissement sont de 54% pour le prêt et de 79% pour le don au titre du CSD. L'accord de financement du projet a été signé et est entré en vigueur le 8 juin 2012. La date d'achèvement du projet est fixée au 30 juin 2018 et la date de clôture du financement au 31 décembre 2018. Les partenaires cofinanceurs sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui apporte 313 500 USD; l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), qui apporte 668 500 USD; et International Development Enterprises (iDE), avec une contribution de 378 500 USD.
2. Le financement supplémentaire proposé servira à accroître l'impact du projet et à améliorer les résultats. Les fonds supplémentaires demandés par le Gouvernement du Cambodge seront financés au titre du cycle 2013-2015 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et complétés par une contribution d'approximativement 0,6 million d'USD apportée par le Gouvernement du Cambodge. Le présent mémorandum a pour objet d'inviter le Conseil d'administration à approuver l'utilisation d'un financement supplémentaire, au titre du cycle 2013-2015 du SAFP, d'un montant d'environ 2,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 2,9 millions d'USD).
3. La demande répond à tous les critères d'admissibilité en matière de financement supplémentaire, tels qu'énoncés dans le Bulletin du Président PB/2014/01/Rev.1: i) le profil de décaissement du projet est conforme au plan de décaissement prévu; ii) le PADEE est considéré comme l'une des opérations ayant les meilleures performances dans la région Asie et Pacifique, obtenant une note moyenne de 5 dans le rapport sur l'état d'avancement du projet; iii) les aspects fiduciaires sont également bien notés, avec une note moyenne de 4,6, et les contributions cumulées du gouvernement au projet sont satisfaisantes; et iv) le PADEE respecte toutes les conventions juridiques, y compris la soumission dans les délais prescrits des rapports d'audit et de l'opinion d'audit sans réserve pour l'exercice budgétaire précédent. Les dates originales d'exécution et de clôture demeurent inchangées.
4. Le succès du projet et l'occasion d'en consolider les résultats et de les reproduire à plus grande échelle, pour les groupes cibles et non cibles, plaident très fortement en faveur d'un financement supplémentaire. Le financement permettra la poursuite des activités et la reproduction à plus grande échelle des interventions réussies qui

ont manifestement amélioré les revenus des ménages et les moyens d'existence des agriculteurs et des éleveurs de bétail. La mission d'examen à mi-parcours a souligné le succès du projet et son impact sur les communautés rurales cibles. L'examen à mi-parcours a également reconnu la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et la durabilité du projet, qui résultent de la priorité qu'il accorde au transfert des technologie et à la diffusion des savoirs, et a recommandé que ses innovations soient reproduites à plus grande échelle.

II. État d'avancement du projet

5. La performance du projet s'était améliorée de manière satisfaisante au moment de l'examen à mi-parcours. Le progrès matériel demeure solide sur l'ensemble du projet et le rythme et la qualité générale des activités du projet se maintiennent. Au moment de l'examen à mi-parcours, 772 fonds renouvelables collectifs améliorés (FRCA) avaient été constitués, avec 39 398 membres inscrits (dont 63% de femmes), représentant 78% de la cible totale du projet. Deux cent douze autres FRCA, dont on prévoit qu'ils regrouperont 10 600 membres — c'est-à-dire le reste du groupe cible — sont en cours de constitution. Le projet est en bonne voie, et la mobilisation des groupes restants sera menée à bien, comme prévu, d'ici la fin de 2015.
6. Tous les groupes constitués à ce jour ont répondu aux conditions définies et ont reçu une première tranche de fonds sous forme de dons à titre de dispositif collectif de transfert conditionnel de capital; 225 groupes ont également reçu leur deuxième tranche. De même, pour ce qui concerne la formation aux technologies dans le domaine des activités économiques fondées ou non sur la terre, tous les groupes existants ont achevé leur formation de base et progressé vers une formation à la demande, à l'appui de leurs activités. À ce jour, 1 142 groupements d'intérêt commun (GIC), regroupant environ 15 500 membres, dont 55% de femmes, ont été recensés parmi les 772 FRCA; 853 de ces GIC ont bénéficié d'une formation portant sur les produits choisis par leurs membres. Les taux d'adoption de la technologie relevés pour ces GIC seraient en moyenne d'environ 65%, selon les données compilées par le projet au cours de l'examen à mi-parcours, mais qui n'ont pas été vérifiées par la mission. De même, au moins 89 groupes dont les activités ne sont pas fondées sur la terre, et composés principalement de femmes, ont été constitués et ont reçu une formation portant sur 25 produits et activités économiques. Le projet a établi des bases solides qui rendront possibles, au cours des prochaines années, l'élargissement des impacts et une rentabilité économique accrue pour les ménages et les communautés appuyés par le projet.

III. Coût et financement du projet

7. Le financement supplémentaire de 2,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 2,9 millions d'USD), sous la forme d'un prêt à des conditions particulièrement favorables, sera accordé à l'ensemble des activités et des catégories couvertes par le projet. Les tableaux 1 et 2 présentent la répartition des coûts par composante et par catégorie de dépense.

Tableau 1
Coût du projet par composante
(en USD)

	Prêt du FIDA	Don du FIDA	Prêt du FIDA (financement supplémentaire)	Complément d'iDE	Complément du gouvernement	Total	
Composante	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	%
1. Amélioration de l'accès aux services financiers	10 767 790	3 023 191	1 250 000			15 040 981	42,0
2. Amélioration de l'accès à la technologie et aux marchés	4 224 336	10 746 336	1 650 000	541 477	600 000	17 762 149	49,6
3. Coordination et gestion du projet	900 082	2 122 679				3 022 761	8,4
Coût total du projet	15 892 207	15 892 207	2 900 000	541 477	600 000	35 825 891	100

Tableau 2
Coût provisoire du projet par catégorie de dépense et par source de financement
(en USD)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Prêt du FIDA (financement supplémentaire)		Complément d'iDE		Complément du gouvernement		Total	
Catégorie de dépense	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement												
A. Équipement	119 543	100	0	-	0	-	0	-	0	-	119 543	0
B. Assistance technique	0	-	2 433 055	100	0	-	0	-	0	-	2 433 055	7
C. Services de consultants et formation	0	-	9 387 653	79	2 200 000	19	0	0	240 000	2	11 827 653	33
D. Dispositif collectif de transfert conditionnel de capital	11 462 079	100	0	-	0	-	0	-	0	-	11 462 079	32
E. Mécanisme d'incitation à l'activité en milieu rural	0	-	0	-	700 000	100	0	-	0	-	700 000	2
F. Activités exécutées par les partenaires d'exécution du projet	3 501 911	50	2 876 068	41	0	-	541 477	8	60 000	1	6 979 455	19
Total des dépenses d'investissement	15 083 533	45	14 696 776	44	2 900 000	9	541 477	2	300 000	1	33 521 785	94
II. Dépenses récurrentes												0
A. Frais de fonctionnement et indemnité	808 674	35	1 195 432	52	0	0	0	0	300 000	13	2 304 106	6
Coût total du projet	15 892 207	44	15 892 207	44	2 900 000	8	541 477	2	600 000	2	35 825 891	100

IV. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

8. Gestion financière. Les modalités de gestion financière du projet sont dans l'ensemble solides et présentent une bonne corrélation entre la budgétisation, la comptabilité et l'établissement des rapports, le flux de fonds et l'audit. L'environnement de contrôle interne est adéquat et la séparation des tâches, bien établie, est appliquée conformément aux dispositions du manuel d'exécution du projet. Des améliorations sont nécessaires dans quelques domaines, comme l'enregistrement des contributions des bénéficiaires et la tenue du journal d'audit. Les dépenses sont conformes au plan de travail et budget annuel. Les transactions financières sont enregistrées en temps opportun et le plan comptable établi permet une précision suffisante pour une divulgation adéquate de l'information dans les rapports financiers. La seule insuffisance se rapporte à l'enregistrement des contributions des bénéficiaires, et la direction s'attache à y remédier. Le système a été largement adapté de façon à répondre aux besoins du FIDA et du PADEE en

matière d'information sur la gestion, et il subsiste quelques adaptations à introduire, par exemple pour la préparation des états de dépenses et des demandes de retrait, et d'un module de consolidation amélioré pour la production automatique des rapports consolidés.

9. Flux de fonds. Le mécanisme du flux de fonds est efficace, y compris pour les fonds mis à disposition au niveau provincial. La procédure consistant à fournir les justificatifs de 50% des avances antérieures avant d'en obtenir de nouvelles est désormais systématiquement appliquée, pour les administrations provinciales comme pour les partenaires d'exécution du projet. Les rapprochements des comptes bancaires sont régulièrement préparés.
10. Établissement des rapports financiers et audit externe. Les rapports financiers sont régulièrement soumis au FIDA; ils sont de caractère informatif mais ils doivent être encore améliorés, spécialement en termes de consolidation des données. Tous les audits ont été soumis en temps opportun et ont tous présenté une opinion sans réserve, répondant ainsi aux termes du mandat. Les principaux problèmes de contrôle interne relevés par les auditeurs ont été résolus.

V. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

11. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié pour prendre en compte le prêt supplémentaire du FIDA dans les catégories de dépenses existantes. Le financement supplémentaire n'entraîne aucun changement dans la description, la zone d'intervention, le groupe cible ou les composantes du projet. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

12. Un amendement à l'actuel accord de financement entre le Royaume du Cambodge et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur.
13. Le Royaume du Cambodge est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
14. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

15. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à deux millions cent mille droits de tirage spéciaux (2,1 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze